

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

---

AVENANT N° 71 DU 8 AVRIL 2008  
RELATIF À LA MISE EN CONFORMITÉ DE LA CONVENTION COLLECTIVE  
(MODIFICATION DE L'ARTICLE 14 DE L'ACCORD N° 62)

NOR : *ASET0850925M*

IDCC : 1534

Entre :

La fédération nationale de l'industrie et des commerces en gros des viandes ;

Le syndicat national du commerce du porc ;

La confédération nationale de la triperie française ;

Le syndicat national des entreprises de travail à façon de viande ;

La fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services ;

Le syndicat national de l'industrie des viandes,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV)  
CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,  
des tabacs et des activités annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

L'article 14 « Reconnaissance dans la grille de classification et mise en œuvre dans les entreprises » de l'accord n° 62 du 16 décembre 2005 portant création de certificats de qualification professionnelle est modifié comme suit :

### Article 14

#### *Reconnaissance dans la grille de classification et mise en œuvre dans les entreprises*

Les parties rappellent que les salariés sont classés en se fondant sur les caractéristiques et les exigences requises par l'emploi qu'ils occupent effectivement et non en fonction de leur niveau personnel de qualification.

Après l'acquisition du CQP, lorsque le projet aura été initié par le salarié, l'entreprise veillera, en fonction de ses possibilités, à ce que les compétences professionnelles acquises soient mises en œuvre et reconnues dans le cadre de l'évolution professionnelle de l'intéressé ; lorsque le projet aura été initié par l'entreprise, celle-ci s'engage à ce que les compétences acquises soient mises en œuvre et reconnues dans le cadre de l'évolution professionnelle de l'intéressé.

Tout projet de CQP devra faire l'objet d'un entretien entre l'employeur ou son représentant et le salarié s'engageant dans un CQP afin d'étudier les possibilités en termes d'emploi et d'évolution de qualification dans lesquelles s'inscrit cette démarche.

Le salarié, ayant obtenu un CQP et occupant l'emploi correspondant, est admis à la classification suivante de la convention collective nationale de l'industrie et des commerces en gros des viandes n° 3179, en vigueur à la date de signature du présent avenant :

CERTIFICAT DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE	NIVEAU
Opérateur en première transformation des viandes .....	II
Opérateur en deuxième transformation des viandes .....	II
Conducteur de machines de fabrication et/ou de conditionnement .....	II
Opérateur chargé de la stabulation des animaux .....	II
Opérateur en préparation de commandes .....	II
Opérateur en nettoyage industriel .....	II
Opérateur en traitement des cuirs et peaux .....	II
Opérateur en réception des matières premières .....	II
Animateur d'équipe .....	IV, catégorie TAM
Responsable d'atelier .....	VI

## Article 2

### *Dispositions finales*

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant la date de son dépôt auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère du travail, de la famille et de la solidarité, en application des articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 8 avril 2008.

(Suivent les signatures.)